

Mesdames, Messieurs, Je remercie la CPDP de me donner la parole.

L'ARDIES a eu l'occasion de s'exprimer dans plusieurs soirées du débat public . Je résumerai la position de notre association en une phrase :

POUR LA MAJORITE DES CHEFS D'ENTREPRISE DU VAL D'OISE, BOUCLER LA FRANCILIENNE, AU PLUS VITE, EST UNE NECESSITE ECONOMIQUE.

Ce soir nous avons entendu le point de vue des experts. Ils ont enrichi le débat et répondu point par point aux inquiétudes des riverains. Je n'ai pas les compétences pour discuter leurs arguments.

Ce que je voulais vous dire, c'est que les chefs d'entreprises, sont aussi des citoyens et que les problèmes écologiques, les intéressent et les préoccupent. Ils ont, comme les élus, des responsabilités particulières en tant que décideurs.

La grande difficulté, et nous le voyons bien tout au long des ces soirées franciliennes, c'est de trouver un équilibre entre les nécessités de la vie moderne et la légitime préservation de la qualité de vie des riverains.

Dans cette salle, nous sommes tous des consommateurs, et souvent des consommateurs exigeants.

Nous voulons que les rayons de notre super marché favori soient alimentés en produits frais, il nous arrive même d'acheter des produits exotiques venant de l'autre bout de la planète.

A la pharmacie, nous voulons aller chercher l'après midi les médicaments que nous avons commandés le matin.

Nous voulons que le facteur passe déposer le journal tous les jours.

Nous voulons un enlèvement des ordures ménagères plus fréquent.

Nous sommes contrariés si le garagiste, qui révisé notre chère voiture, nous demande deux jours de délai pour se procurer une pièce automobile.

Nous voulons, nous voulons, et nous ne voulons pas de camions sur les routes car ils sont polluants et dangereux. Voilà la difficulté, Le flux tendu n'existe pas que dans les entreprises.

Alors c'est vrai je suis le premier effrayé, lorsque je constate, par exemple, sur l'autoroute du nord, la densité du trafic des poids lourds. Les chauffeurs sont bien habiles pour y limiter le taux d'accident. Et j'ai du mal à comprendre,

pourquoi, la France n'a pas lancé plus tôt, comme nos voisins Suisses, son programme de ferroutage sur les grands axes et les longs parcours. Mais dire qu'en Ile de France il ne faut plus faire d'autoroute et qu'il faut ravitailler les entreprises par le ferroutage ce n'est pas réaliste. Le dossier du débat public le montre bien : La Francilienne c'est 70 % du trafic de la zone d'étude.

On ne peut pas opposer les transports en communs et l'automobile. Il y a complémentarité entre les deux modes de transports.

Mais l'automobile par sa grande flexibilité restera toujours plus attractive : Pas de contrainte d'horaires, déplacements combinant école, travail, courses, loisirs. Un imprévu, un déplacement immédiat, seule la voiture permet d'y répondre. Il est donc nécessaire d'adapter le réseau autoroutier francilien à la vie moderne.

Personne ne peut nier que de très grands progrès ont été réalisés ces dernières années en faveur du respect de l'environnement. La diminution de la pollution viendra nécessairement des améliorations technologiques alternatives :

Pour l'air ce sera : des nouveaux carburants, des moteurs et des pots d'échappement plus écologiques, des enrobés plus silencieux, la régulation de trafics téléenseignés.

Pour le bruit ce sera : des merlons de terre, des tranchées couvertes, des sous terrains, des écrans latéraux et pourquoi pas des tunnels ?

J'invite les futurs riverains de l'A 104 à se rendre en pleine ville sur le tracé de l'A 14 à Sartrouville et à Carrière sur Seine ils constateront un modèle d'intégration parfaitement réussie et ils seront surpris par les faibles niveaux de bruits de l'autoroute.

Les nouvelles technologies permettront de mieux protéger l'environnement. Le tout pétrole sera inéluctablement abandonné peu à peu. Je peux vous dire que les entrepreneurs sont très attentifs aux expériences menées à l'étranger. Un seul exemple : Le développement d'un carburant d'origine agricole au Brésil « le flex » est en train de révolutionner les modes de transport dans ce pays, où 55 % des automobiles aujourd'hui roulent à la canne à sucre. La rapidité de ce développement durable a surpris tous les observateurs même les écologistes, et les constructeurs automobiles, eux-mêmes, ont eu du mal à suivre. Cette évolution, elle surviendra en France également, avec des variantes bien sûre, mais peut être plus vite que nous le pensons, lorsque le baril de pétrole dépassera une certaine valeur.

L'écologie est une science récente, elle nous réserve bien des surprises, mais ce ne doit pas être un mauvais prétexte pour bloquer les projets routiers et

autoroutiers, à condition toutefois que des protections soient réalisées conformément au descriptif du dossier.

Pour l'ARDIES 95 la Francilienne qui fait tout le tour de Paris sauf à l'Ouest en particulier au niveau de Cergy-Pontoise pénalise les entreprises Val d'Oisiennes dans leurs échanges. Et ce n'est pas du chantage, de dire que des entreprises quitteront le département si la circulation des clients, des fournisseurs, et des salariés, devient aussi difficile que dans Paris ou la petite couronne. Bon nombre d'entreprises sont venues s'installer dans le Val d'Oise pour avoir plus d'espace et pour pouvoir circuler facilement, c'était un atout de notre département. Si cet avantage disparaît, des entreprises disparaîtront aussi. Leurs dirigeants sont 23 % à avoir dit l'an dernier dans l'enquête CEEVO « Si ça devient trop compliqué pour circuler nous délocaliserons ». Et ce chiffre monte à plus de 30 % pour les chefs d'entreprises de Cergy. Beaucoup de villes de province se battent pour attirer les entreprises et leurs emplois. Nous avons déjà des exemples de sociétés qui devaient s'installer sur Cergy et qui n'ont pas retenu le Val d'Oise après avoir effectué des chronométrages de temps de transports routiers.

Les élus de la Région Ile de France qui souhaitent favoriser les transports en commun y investissent tous les crédits transports de la Région. C'est une vue très parisienne des choses. On peut très bien vivre à Paris sans voiture. C'est même conseillé. Dans Paris intra-muros et en proche banlieue, la densité des transports en commun permet de se déplacer facilement. Et il y est facile de rallier les grandes villes de province en TGV.

Mais penser qu'on va mettre un train ou un bus devant la porte de chacun d'entre nous dans le Val d'Oise, c'est une utopie. La structure pavillonnaire d'une grande partie des communes du Val d'Oise ne s'y prête pas.

Non non. Que les riverains de la future autoroute manifestent leur mécontentement je les comprends. Mais dire « plus d'autoroute en Ile de France » invoquer constamment la pollution comme prétexte à ne rien faire, sans proposer des solutions, alors qu'elles existent, c'est de l'hypocrisie.

Et cette hypocrisie mènera à la paralysie.

Nous devons également ce soir parler de sécurité. Je rappellerai simplement que dans notre sigle l'ARDIES le S c'est la sécurité. C'est un sujet qui nous préoccupe énormément. J'ai assisté à bon nombre de ces soirées « A 104 » et l'intervention qui m'a le plus touchée c'est celle du Capitaine AZAMBOURG du SDIS le 24 Avril à Eragny il nous a dit, que 30 % des interventions de sa caserne s'effectuaient sur la N 184, que 50 % d'entre elles étaient des accidents corporels et que 60 % faisaient suite à des accidents sur les carrefours.

Il est donc urgent de régler ce problème de circulation à Eragny et ailleurs. A l'ARDIES nous craignons beaucoup, que devant la divisions des élus pour trouver une solution aux tracés, le désengagement de la Région, l'extrémisme de certaines associations, l'Etat et le ministre dise finalement « Ils n'en veulent toujours pas, on ne la réalise pas ». C'était l'inquiétude exprimée par Alain Richard à St Ouen l'Aumône.

Nous l'avons bien vu dans le passé : Plus nous attendons, plus c'est difficile. Nous espérons que le très gros travail engagé par la CPDP permettra de boucler la Francilienne et de lever ce handicap pour l'avenir du Val d'Oise. Car c'est la volonté d'une majorité de la population de notre département.

Si le bouclage de la Francilienne ne se décide pas maintenant, on s'apercevra trop tard, dans les embouteillages, que cette infrastructure manque cruellement.

Merci de m'avoir écouté.